

Saint-Germain-de-Kamouraska, 20 décembre 2002

Madame Louise Boucher, présidente
Commission du BAPE sur l'industrie porcine
Québec

Madame,

Suite aux événements récents, permettez-moi, au nom de mes collègues de l'Union paysanne, de vous faire part de nos réflexions sur l'orientation des travaux de la Commission au cours des prochains mois.

Nous partageons l'opinion que les séances de la tournée actuelle ne sont pas satisfaisantes pour les raisons suivantes :

1. les fonctionnaires, qui sont supposés fournir des réponses aux questions des citoyens, ne le font pas de façon efficace, soit qu'ils refusent de sortir de leur réserve gouvernementale officielle, soit qu'ils tuent le temps, soit comme on peut le constater de façon évidente, qu'ils n'ont pas fait les études, évaluations et analyses qui leur permettraient d'avoir et de donner une vision fondée des coûts et des impacts environnementaux, sociaux et économiques du modèle actuel de production et de réglementation, et de suggérer des solutions alternatives. En somme, ils ne questionnent pas le modèle actuel, ce qui est le but de l'exercice, ils le justifient et se font globalement la courroie de transmission de l'industrie..
2. Les citoyens, et tous les intervenants de la salle d'ailleurs, voient leur temps d'intervention réduit d'autant par le temps occupé par les exposés des fonctionnaires et ils ne peuvent ni expliquer leurs questions ni discuter les réponses qui leur sont données, de sorte qu'il n'est jamais possible de rétablir des demi-vérités ou des faussetés colportées par les fonctionnaires ni d'aller au fond de quoi que ce soit..

Pour le bien de tout le monde, qui s'usent à cet exercice, nous croyons qu'il faut réenligner l'agenda.

Dans un premier temps, nous suggérons que la Commission fasse une nouvelle consultation de ses trois groupes de partenaires, ou du moins du groupe citoyen, un peu comme elle l'a fait juste avant le lancement de la Commission.

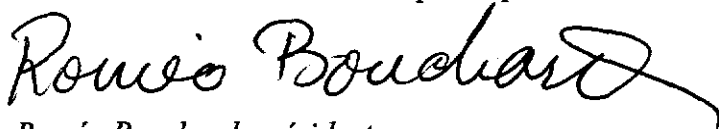
Pour notre part, au point où nous en sommes dans notre réflexion, nous croyons que la Commission devrait interrompre le type de rencontres actuelles et débiter immédiatement la période des mémoires et de leur discussion, de la façon suivante :



1. *dans un premier temps (février) , inviter les grands groupes d'intervenants impliqués à venir présenter un mémoire où ils auront consigné leur analyse et leur solution : ils devraient disposer d'une séance complète chacun pour l'expliquer et en discuter avec les membres de la Commission, les représentants des principaux ministères concernés et la salle.. Ces groupes pourraient être (liste non exhaustive) : L'UPA, la Fédération des Producteurs de porcs, l'AQINAQ, la Coopérative fédérée, la Coalition citoyenne, l'Union paysanne, l'UQCN, l'Association des CRE, la FQM, l'Ordre des Agronomes, les associations d'organismes de bassins versants et de protection des rivières à saumon, l'IRDA, le Ministère de l'Agriculture, le Ministère de l'Environnement et de la Faune, le Ministère des Affaires municipales, le Ministère de la Santé, la Financière agricole, la Commission de protection du territoire agricole, etc. Ces séances seraient publiques, pourraient continuer à circuler en région et pourraient comporter une période de questions de la salle également.*
2. *Dans un deuxième temps (mars-avril), ce serait la tournée des mémoires libres telle que prévue.*

Ces suggestions pourraient être discutées lors de la rencontre de consultation que nous suggérons plus haut.

Dans l'espoir de permettre à cette Commission de donner les résultats attendus, nous vous réitérons notre volonté de participer activement à l'exercice,



Roméo Bouchard, président



Maison du Rendez-Vous
453, Principale
Saint-Germain de Kamouraska
G0L 3G0
418) 492-7692 Fax : (418) 492-6029

Communiqué

Aux audiences du BAPE.

À quand la remise en question de l'industrie porcine?

Ste-Croix, 17 décembre 2002. En début d'audiences du BAPE le soir du 16 décembre à St-Hyacinthe, la coalition citoyenne a quitté la salle après avoir déclaré son insatisfaction et sa désillusion face au processus du BAPE sur l'industrie porcine. L'Union paysanne fait le même constat: les citoyens n'obtiennent que peu de réponses aux questions soulevées et il n'est pas possible de poser toutes les questions. En outre, la grande majorité des intervenants invités par la commission défendent le modèle industriel porcin sans aucune remise en question.

En dépit du haut degré d'insatisfaction des citoyens face au processus du BAPE qui ne leur laisse que peu de place, l'Union paysanne refuse d'abandonner la tribune que constitue le BAPE et ainsi laisser le champ libre aux tenants de l'industrie porcine qui n'attendent que l'écoeurement des citoyens pour relancer leurs opérations de plus belle.

Mais il devient évident pour tous que les ministères concernés seront incapables de fournir un modèle durable pour la production porcine dans les échéances du BAPE et du moratoire. Force est de constater que l'industrialisation agricole, porcine en particulier, n'a pas fait l'objet d'une analyse sérieuse par les autorités. Encore une fois, l'industrie a dicté ses règles, le renard a géré le poulailler, prenant en otage la population.

Les citoyens ont hâte de voir les représentants gouvernementaux défendre les intérêts de la population plutôt que ceux de l'industrie. Au lieu de continuer de se cacher derrière des réponses évasives ou des "nous n'avons pas les données", les fonctionnaires délégués au BAPE devraient avouer franchement ne pas contrôler la situation, ne pas l'avoir planifiée et demander du temps supplémentaire pour faire leurs devoirs. Ce serait le départ pour rétablir une confiance avec les citoyens.

Le commissaire André Beauchamp terminait la soirée en forçant le représentant du MAPAQ à avouer que le ministère n'a pas procédé à quelque évaluation que ce soit des programmes et politiques agricoles. M. Beauchamp n'a pu s'empêcher de souligner qu'il est un peu surprenant que le ministère n'ait pas mis en place un mode d'évaluation de ses programmes et que "ça aurait été utile avant qu'on ne se lance dans une entreprise de cette ampleur."

-30-

Maxime Laplante
Secrétaire général de l'Union paysanne
maximelaplante@yahoo.com (418) 926-2473

Courriel : maisondu.rendez-vous@sympatico.ca Site Web : www.unionpaysanne.com